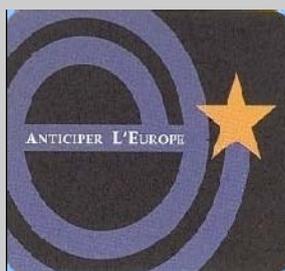




# L'Entreprise Européenne

Mensuel ♦ Décembre 2005 ♦ n°32 ♦ [www.europe-entreprises.com](http://www.europe-entreprises.com)

**L'Europe en 2006 \* Renouveau ou déclin? ★ Alain Lamas-soure \* Europe, Pour un discours de la méthode ★ Etienne Copel \* Terrorisme : Entreprises, Etats, Europe doivent s'unir ★ Bruno Vever \* A la recherche d'autres marchés communs ★ Social \* Les modèles sociaux suédois et hongrois ★ Ségolène Royal \* L'accord des peuples nécessaire pour réformer le modèle social ★ Christine de Mazières & Babette Nieder \* L'Europe par l'école ★ Institut Montaigne \* 20 propositions ★**



## EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

BIPE Immeuble le Vivaldi  
11, rue René Jacques  
F - 92138 Issy-les-Moulineaux cedex

Tel: 01 70 37 23 23

Fax: 01 70 37 23 00

Mail :

team@europe-entreprises.com

Site web :

www.europe-entreprises.com

Président, Directeur de la Publication :  
Philippe Laurette  
Vice-présidentes :  
Armelle Brault ; Daniela Stele

Rédaction

Mail : entreprise\_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef :

Alexandre Vatimbella

Editorialiste :

Bruno Vever

Directeur artistique :

Jean-Louis Alexandre

Production :

Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe entre chefs d'entreprise.

\*\*\*\*\*

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association, en téléphonant au 01 70 37 23 23 ou en envoyant un mail à team@europe-entreprises.com

## SOMMAIRE

---

**En direct de Bruxelles** 3  
**La chronique de Bruno Vever**

**A la recherche d'autres marchés communs**

---

**Commentaire d'Alain Lamassoure** 4

**Europe : pour un discours de la méthode**

---

### **A La Une**

**L'Europe en 2006 : Renouveau ou déclin ?**  
**Des raisons d'espérer dans une Europe traumatisée** 5  
**Par Alexandre Vatimbella**

**S'unir ou bien subir**  
**L'Europe face au terrorisme contre les sites industriels** 7  
**Par Etienne Copel**

**Les 20 propositions de l'Institut Montaigne** 8  
**Les prévisions de la Commission en matière économique** 9

---

### **Rencontre**

**Les prévisions de la Commission en matière économique** 9  
**Par Ségolène Royal**

---

### **Le point sur**

**Social : Les modèles suédois et hongrois** 9

---

### **Note de lecture**

**L'Europe par l'école** 10  
**Par Christine de Mazières & Babette Nieder**

---

### **L'Europe en chiffre**

**Une sélection de chiffres** 12

E N D I R E C T D E B R U X E L L E S

La chronique de Bruno Vever

## A la recherche d'autres marchés communs

**A**u cours des dernières années, l'Union européenne n'a pas seulement beaucoup élargi, et un peu approfondi, son marché intérieur qui réunit à présent près d'un demi-milliard d'Européens. Elle s'est aussi employée à promouvoir d'autres marchés communs chez ses partenaires du Sud, avec lesquels elle entretient des liens privilégiés de coopération.

Elle l'a fait au moins pour trois raisons : accélérer leur développement économique et social, le plus souvent déficient malgré ses aides ; encadrer les pressions migratoires tout en combattant l'immigration clandestine ; renforcer une sécurité menacée par les conflits locaux et par le terrorisme.

Cette approche a concerné tant les pays du bassin méditerranéen, à travers la coopération « Euromed », que les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dits « ACP ». Deux conférences viennent de faire un point instructif sur les difficultés aujourd'hui rencontrées par ces grands chantiers.

Le dixième anniversaire d'Euromed a été acté par la Conférence de Barcelone des 27 et 28 novembre. Malgré les aides versées (20 milliards d'euros, dont la moitié en prêts de la BEI), la plupart des dix pays partenaires du bassin méditerranéen ont vu leurs retards économiques s'accroître. Par delà le conflit israélo-palestinien, qui n'a bien sûr pas facilité les choses, ces pays n'ont guère fait progresser l'ouverture, les infrastructures et les réformes requises pour développer la croissance et les échanges mutuels.

La Turquie a préféré se positionner essentiellement sur sa candidature à l'UE. Le projet d'un marché commun du Maghreb est resté dans les limbes. Bien qu'il ait été réaffirmé à Barcelone, l'objectif d'une zone commune de libre échange en 2010 n'apparaît, dans ces conditions, pas plus réaliste que celui de Lisbonne qui assignait à l'UE de devenir, pour cette même année, l'économie « la plus compétitive du monde ».

Concernant l'Afrique sub-saharienne, l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, réunie à Edimbourg du 21 au 24 novembre, a débattu d'une situation également préoccupante. L'accord de Cotonou conclu il y a cinq ans prévoit de remplacer avant 2008 l'accès préférentiel unilatéral des 77 pays ACP au marché de l'UE, que l'OMC a mis en cause, par des accords de partenariat économique (APE) organisant leur ouverture, dans un cadre régional. Ceci implique d'accélérer la constitution de marchés communs, qui concernent respectivement quatre régions d'Afrique (Ouest, Centre, Est et Sud), ainsi que les Caraïbes et le Pacifique.

L'aide européenne aux ACP accompagne ces adaptations, avec un budget représentant 25 milliards d'euros pour 2000-2007, auquel il faut ajouter les mesures récentes d'allègement de la dette. Pourtant, à l'approche des échéances, les progrès d'intégration marquent le pas. Les pays ACP, au lieu de se mobiliser, expriment des inquiétudes croissantes sur les conséquences d'une ouverture commerciale accrue pour leurs entreprises comme pour leurs recettes douanières. L'implication des parlements et de la société civile de ces pays dans la préparation des APE apparaît très déficiente, aggravant les insuffisances de réformes, d'investissements et de partenariats public/privé.

Pour remédier à ces évolutions insatisfaisantes, une inflexion de la politique européenne d'appui au développement serait nécessaire. Pour devenir plus efficaces, les aides de l'UE devraient être davantage axées sur les conditions de mise en place de tels marchés communs régionaux, et sur les réformes d'accompagnement.



Les acteurs économiques et sociaux des pays partenaires devraient eux-mêmes pouvoir bénéficier d'aides directes à leurs initiatives qui contribuent à l'intégration – tel le développement des réseaux régionaux de partenaires sociaux en Afrique centrale et de l'ouest, déjà encouragé par le BIT. Le Commissaire européen au commerce Peter Mandelson a lui-même jugé pertinent l'appel du Comité de suivi ACP-UE du Comité économique et social en faveur de comités régionaux du dialogue social associant les acteurs socioprofessionnels des pays ACP à la préparation des APE.

On le voit, les exigences d'une association directe de la société civile ne visent pas que le fonctionnement du marché unique européen. Elles s'élargissent aujourd'hui aux conditions d'édification de marchés communs partenaires en Méditerranée, en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique, dont ces pays, comme l'Europe, ont besoin pour se développer et pour s'appuyer mutuellement face à la globalisation. ■

Bruno Vever est membre du Conseil Economique et Social Européen, Président du Comité de suivi ACP-UE.

Pour réagir à ses propos :  
[entreprise\\_europeenne@free.fr](mailto:entreprise_europeenne@free.fr)

**Alain Lamassoure**

## Europe : pour un discours de la méthode

**L**es crises politiques et budgétaires du printemps montrent que l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle reste à inventer. Le 29 mai, ce n'est pas l'Europe qui a été rejetée par une majorité de Français. Au contraire, les Français ont exprimé un fort besoin d'Europe. Mais beaucoup n'aiment pas l'Europe actuelle, ou ils doutent d'elle.

Or, nous ne pouvons pas nous satisfaire de cet échec. Le monde ne nous attend pas. Et il y a plus grave : dans cette Europe en panne, à cause de la France, notre pays est affaibli. Il donnait un cap, lui-même n'en a plus, et voilà toute l'Europe privé de boussole. Nous avons besoin de remettre la France debout, de remettre l'Union européenne en marche, et de relancer le chantier de construction de ce qui sera l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle.

Nous avons donc besoin d'une nouvelle méthode. Car ce qui a échoué, c'est l'approche par le haut, consistant à soumettre directement au jugement des citoyens un projet de Constitution clefs en mains, sans véritable effort pédagogique et sans grand débat préalable sur la finalité, la nature, le contenu et les limites du projet européen.

Puisque l'approche institutionnelle n'a pas marché, il faut recommencer par le commencement logique : partir de l'identité de l'Europe, et de ce que nous attendons d'elle. Quelle Europe, et pour quoi faire ? C'est seulement ensuite que nous pourrions mener à bien un nouveau processus institutionnel.

L'identité, cela commence par la fixation de frontières. L'idée neuve, l'idée simple, l'idée populaire que nous devons apporter dans ce débat, c'est que la bonne question à se poser n'est pas « Quelles frontières pour l'Union européenne ? », mais : « Qui doit fixer les frontières de l'Union européenne ? » Et cela règle tout. Si l'on veut faire l'Europe des peuples, si l'on prétend y donner le pouvoir aux citoyens, la famille européenne ne doit plus être composée dans le secret des chancelleries mais sur la place publique. En modifiant sa propre Constitution nationale pour donner, en la matière, le dernier mot à ses citoyens, la France a déjà fait la moitié du chemin pour ce qui la concerne. Il reste à faire l'autre moitié, c'est-à-dire s'assurer du soutien populaire, non pas seulement après avoir négocié pendant dix ans avec un pays candidat, mais bel et bien avant les fiançailles. Là, cela doit être le rôle du Parlement. Posons le principe que la France n'acceptera l'ouverture de négociations d'adhésion avec un pays tiers qu'après un débat et un vote formel de son Parlement national.

Ensuite, que voulons-nous faire ensemble ? Nous devons nous donner quelques priorités politiques simples pour les années à venir. Si l'on veut réconcilier nos concitoyens avec l'Europe, il faut leur montrer que l'Union peut être efficace sur des sujets importants et facilement visibles par l'opinion – et leur donner envie d'une Europe qui sera encore plus efficace grâce à la Constitution. On peut donner quelques exemples.

- L'énergie. Le choc pétrolier rampant que nous subissons depuis 3 ans est plus pernicieux et plus grave que les chocs des années 70. Chacun en subit les effets dans sa vie quotidienne et familiale. Et chacun comprend que si, chaque

pays européen réagit séparément, les uns en baissant les impôts les autres en les augmentant, les uns en relançant l'énergie nucléaire les autres en l'interdisant, les uns en économisant l'énergie les autres en la gaspillant, nous allons pénaliser nos économies et amputer inutilement notre pouvoir d'achat. Proposons une réponse commune au défi énergétique dans toutes ses dimensions.

- L'immigration. Là aussi, chacun comprend que, dans un espace libéré des contrôles policiers systématiques aux frontières intérieures, on ne peut plus laisser chaque pays décider tout seul de sa politique migratoire. Nos amis espagnols ont décidé unilatéralement de régulariser 700 000 clandestins sans la moindre concertation avec leurs partenaires. En ce moment même, le petit Luxembourg négocie sur le sujet avec le puissant Nigeria. « L'immigration choisie et non pas subie » est un slogan que toute l'Union peut partager et que nous devons proposer de mettre en œuvre dans le cadre européen.

- La sécurité. Un des plus grands inconvénients du rejet de la Constitution, c'est que l'essentiel de la politique de sécurité et de la lutte anti-terroriste continue de se décider à l'unanimité... Certains de nos partenaires, et non des moindres, n'ont même pas introduit le crime terroriste dans leur Code pénal ! L'urgence est ici extrême. Proposons que la clause de solidarité mutuelle sans limite dans la lutte anti-terroriste, prévue par l'article 43 du projet de Constitution, donne lieu à un traité particulier soumis à ratification parlementaire. De manière à donner une base juridique plus efficace.

Dans le même temps, est-ce trop demander à nos gouvernants de ne pas recommencer à faire de la pédagogie anti-européenne ? C'est-à-dire de s'attribuer le mérite d'initiatives populaires qui ne peuvent être prises efficacement

qu'au niveau européen, et réciproquement, de renvoyer ce qui dérange au bouc émissaire de Bruxelles. Une série d'accidents d'avions ? La France établit sa propre liste noire de compagnies aériennes, alors que, comme le recommandait le bon sens, la compétence juridique revient à l'Union, qui s'était justement dotée d'une Agence de la Sécurité aérienne. Une menace d'O-PA sur un grand groupe alimentaire ? La France annonce une nouvelle législation nationale, avant de réaliser qu'il existe une loi européenne toute chaude qu'il suffirait de transposer chez nous comme l'ont fait nos partenaires. Hewlett-Packard licencie des salariés ? Cette fois, c'est vers la Commission européenne que la France se tourne, alors que celle-ci ne dispose d'aucun pouvoir en la matière, comme son Président l'a rappelé sèchement.

Ces préalables acquis, mais seulement alors, on pourra relancer la démarche institutionnelle. Au travail ! ■ □

*Alain Lamassoure est député européen, ancien Ministre délégué aux Affaires européennes, secrétaire national "Europe" à l'UMP  
Pour réagir à ses propos :*



A L A U N E

# L'Europe en 2006 : Renouveau ou déclin?

## Des raisons d'espérer dans une Europe traumatisée

**Pour les pro-européens, 2006 ne pourra pas être pire que 2005 ! Le non au référendum français et néerlandais, l'éloignement du couple franco-allemand, la faiblesse d'une Commission incapable, à la fois, d'imposer ses vues et de jouer un rôle d'arbitre, la présidence transparente et incohérente du Royaume Uni, une zone euro sans dynamisme, un budget de l'Union qui sera de toute façon bancal, l'année qui s'achève ne restera pas dans les annales de la construction européenne pour ses avancées communautaires... 2006 sera-t-il dans la même veine ou aurons-nous droit à un sursaut. Que contiendra le calice ? Une piquette ou un grand cru ?!**

Par Alexandre Vatimbella

Les prévisions économiques pour 2006 ne sont guère enthousiasmantes même si elles sont loin d'être désastreuses. De la croissance, il y en aura même si elle ne sera pas à la hauteur, évidemment, de celle de la Chine ou de l'Inde, ni même de celle des Etats-Unis ou du Japon. Le chômage baissera mais dans des proportions peu importantes. Nous devrions être à l'abri de tensions inflationnistes (au grand dam de certains économistes comme Jacques Marseille qui l'appelle de ses vœux pour relancer la machine) puisque la BCE a relevé son taux directeur rendant le crédit un tout petit peu plus cher pour les entreprises et les particuliers. Et encore, la répercussion de cette hausse ne devrait pas être appliquée partout et pour tous les crédits.

Quant aux prévisions politiques, personne n'espérerait grand-chose de la présidence britannique qui va s'achever le 31 décembre et, ça tombe bien, il n'y a pas eu grand-chose à se mettre sous la dent ! Si ce n'est l'éventuel vote d'un budget en fin de mois avec un Tony Blair qui appuie sur l'accélérateur pour faire prévaloir ses vues de sa baisse auprès de ceux qui en seront les principaux perdants comme la Pologne...

De ce point de vue, 2006 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Les pro-européens ont demandé, devant la déliquescence de l'Union, que le couple franco-allemand prenne ses responsabilités et relance la machine. Leur espoir fut comblé avec la déclaration qu'Angela Merkel fit lors de sa première visite à Paris – qui fut la première de la chancelière afin de respecter la tradition – dans laquelle elle a loué ce couple et leur coopération passée et future. Las ! Celle que l'on dit plus proche des visions libérales anglo-saxonnes, est allé ensuite à Bruxelles, d'abord à la Commission pour demander que la Constitution soit appliquée, puis à l'OTAN pour affirmer l'indispensable rôle des Américains dans la défense de l'Europe... Surtout, en allant rendre visite à Tony Blair à Londres, elle est tombée sous le charme du Premier ministre britannique – à moins que ce ne soit le contraire – et elle a affirmé qu'elle se sentait très proche des thèses du New Labour. Douche froide pour Jacques Chirac qui n'avait sans doute pas besoin de cela... Fermez le banc !

De leurs côtés, les différents peuples européens sont dans un brouillard plus ou moins épais. La visibilité de Bruxelles s'amenuise de plus en plus et personne ne se tourne vraiment vers l'Union Européenne – sauf Jacques Chirac pour lui demander d'annuler les licenciements chez Hewlett-Packard ! – afin de chercher une solu-

tion à la sortie de crise. Pourtant, la Commission multiplie les annonces, veut prendre des mesures pour rapprocher les citoyens de l'Europe mais aussi pour protéger un « modèle social européen » dont nous avons vu le mois dernier dans ces colonnes qu'il n'existait pas... L'ancien gauchiste devenu chantre du libéralisme, José Manuel Barroso, concentre les critiques de nombreux pays qui voient en lui plutôt un opportuniste qu'un homme de conviction. Néanmoins, ses déclarations sur un dépoussiérage de la législation européenne et un plan d'aide aux PME-PMI, notamment la possibilité d'accéder à des marchés publics plus facilement et de recevoir des subsides en matière d'innovation sont intéressantes.



### Politique : Un marasme salvateur ?

Si, pour certains analystes, l'Union européenne mettra plusieurs années à se remettre du choc de 2005 (combiné avec celui de 2004 qui avait vu l'intégration de dix nouveaux pays venant principalement de l'Est), d'autres estiment que l'année 2007 devrait être charnière. Ce sera le temps des changements avec l'élection présidentielle française, une nouvelle élection législative en Allemagne avec l'essoufflement attendu de la « Grande coalition » et le passage prévisible de témoin de Tony Blair à Gordon Brown. En tout cas, personne n'attend rien de 2006 même avec les élections en Italie. Et c'est sans doute la raison pour laquelle il pourrait se passer quelque chose ! Non pas par esprit de compétition ou pour donner quelque saveur à cet article mais parce que les initiatives qui ont fait vraiment fait bouger l'Europe ont presque toutes jaillies dans les moments de marasme politique, que ce soit en 1950, en 1955 ou en 1984 pour ne citer que ces trois dates clés comme le rappelle fort justement l'historienne Marie-Thérèse Bitsch lors de la dernière Déjeuner-conférence d'Europe & Entreprises. Pourquoi pouvons-nous

espérer un électrochoc ? Parce que la construction européenne doit nécessairement aller de l'avant pour exister, tout comme elle doit mécaniquement affronter des crises. Si l'Europe ne propose pas une dynamique, elle ne sert à rien et on peut légitimement penser qu'il vaut mieux qu'elle se transforme en zone de paix et de libre-échange (ce qui n'est pas rien, tout de même). Seule cette dynamique justifie l'Union européenne telle qu'elle existe actuellement. Reste à trouver les leaders d'un tel électrochoc. Et là, force est de constater que les politiques charismatiques et courageux ne sont pas légions dans cette Europe du début du XXI<sup>e</sup> siècle...

### Economie : Une embellie paradoxale ?

José Almunia, le Commissaire aux affaires économiques a déclaré, le 17 novembre dernier, que l'Union européenne, dont la zone euro, connaîtrait une croissance plus importante en 2006 mais aussi en 2007 avec une baisse du chômage et des perspectives meilleures pour les entreprises (voir page 10).

Si ce n'est pas le boom économique, c'est tout de même une bonne nouvelle. Reste qu'elle est totalement paradoxale puisque l'on sait, comme l'explique fort opportunément le hors-série du magazine britannique *The Economist* sur les perspectives de l'année 2006, « *The world in 2006* », que le non français et néerlandais à un référendum est venu d'une mauvaise situation économique...

Pour beaucoup d'analystes les deux clés de la croissance économique en 2006 seront le prix du pétrole et le marché de l'immobilier. Ainsi, si l'augmentation du prix du pétrole en 2005 n'a pas eu des répercussions dramatiques sur l'économie mondiale et particulièrement américaine et européenne c'est grâce à cette bulle immobilière qui touche pratiquement tout les pays développés à l'exception notable du Japon et de l'Allemagne. Si la bulle se dégonfle, comme peuvent le laisser penser certains indicateurs ainsi que le relèvement des taux d'intérêts aux Etats-Unis et en Europe (afin d'éviter une spirale inflationniste ainsi que le renforcement de cette bulle immobilière), alors les prix élevés du pétrole pourraient bien jouer le rôle de casseur de la croissance.

Ce scénario catastrophe n'est pas privilégié par les économistes mais demeure, tout de même, une possibilité. Le relèvement d'un quart de point du taux directeur de la BCE (Banque centrale européenne), malgré l'hostilité des Etats membres de la zone euro, de chefs d'entreprise et, plus surprenant, de l'OCDE, taux qui est

## L'Europe en 2006 : Renouveau ou déclin?

passé de 2 à 2,25 %, avait été largement anticipé par les marchés financiers et les gouvernements. Si le taux reste à ce niveau, il ne devrait pas, selon les experts, être un frein à la fragile reprise qui s'amorce un peu partout en Europe. En revanche, si, malgré les promesses de Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, de nouvelles hausses ont lieu au cours de l'année 2006 (au cas où des tensions inflationnistes se feraient sentir) pourraient porter un rude coup aux croissances espérées.

Pour l'instant, l'Europe parie sur les exportations (très forte en Allemagne) et la consommation intérieure (qui se tient bien en France). Le mieux serait que ces deux moteurs fonctionnent en

préservent leur semaine de 35 heures dans un monde où les ingénieurs indiens sont prêts à travailler 35 heures par jour. Bonne chance. » Et de continuer par cette autre comparaison éclatante : « Les électeurs de la « vieille Europe » - France, Allemagne, Pays Bas, Italie - semblent dire à leurs leaders : arrêtez le monde, nous voulons en sortir ; pendant ce temps les électeurs indiens ont dit à leurs leaders : arrêtez le monde et construisez-nous un marchepied, nous voulons y entrer. Je suis désolé pour les employés d'Europe de l'Ouest. Un monde d'avantages qu'ils ont connu pendant les cinquante dernières années est en train de s'effondrer et leurs gouvernement n'ont semble-t-il pas de stratégie pour se tirer de cette situation. »

La question de savoir si l'on peut préserver tous les attributs sociaux dans les pays européens deviendra de plus en plus prégnante et ceux qui refuseront de l'aborder seront certainement parmi les perdants dans un monde globalisé, dont il faut encore une fois le rappeler, qui fut une création de l'Europe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dont elle serait aujourd'hui mal venue d'en déplorer des conséquences qui ont été autant de bénéfices pendant un siècle ! Il ne s'agit pas de brader la protection sociale mais de l'adapter à la nouvelle donne mondiale afin, justement, de pouvoir préserver l'essentiel. Là aussi, comme pour une relance de l'Union, on attend des leaders providentiels...

### Construction européenne : intégration conte élargissement ?

Comme le dit The Economist, « Il est généralement admis à Bruxelles que l'Union européenne peut s'élargir (en acceptant plus de membres) seulement si elle prend le temps de s'approfondir (avancer vers plus d'intégration). La crainte non-dite est qu'un élargissement sans fin puisse dégénérer en une zone de libre-échange. » Il est piquant de voir qu'un magazine britannique parle de crainte à propos de cette zone de libre-échange tellement souhaitée par Londres depuis toujours. Mais, c'est vrai, The Economist est beaucoup plus européen que son gouvernement, tout comme d'ailleurs les milieux d'affaires d'outre-Manche.

En tout cas, cette crainte a fait naître une proposition intéressante et ambiguë. C'est l'idée selon laquelle il convient d'ajouter un niveau supplémentaire à la construction européenne en créant un club de pays plus intégrateurs. Elle est évidemment condamnée par Bruxelles. Au-delà des difficultés de cette tâche et de l'hostilité rencontrée auprès de nombreux pays de l'Union, la proposition n'est pourtant pas aberrante. Rappelons que pour contrer la CEE, le Royaume Uni avait créé une zone de libre échange. Devant l'échec de celle-ci, la volonté du pays a été d'entrer dans l'Europe unie afin de la contrôler de l'intérieur et d'en faire cette zone de libre échange. Un pari presque réussi aujourd'hui grâce, entre autres, à la France et à son « non » au référendum... L'entrée de la Turquie dans l'Union (sans parler des problèmes des frontières de l'Europe) renforcerait cette option libre-échangiste. Dès lors, recréer une union plus politique à l'intérieur même de l'Union

européenne se justifie pour les vrais Européens convaincus mais sera très difficilement justifiable en Europe et dans le monde. Ce constat montre, peut-être, que le Royaume Uni a réussi son coup. Lors d'une conférence d'Europe & Entreprises, fin 2004, Michel Rocard avait déclaré que l'Europe politique était morte le jour de l'entrée du Royaume Uni dans la CEE. Un avis aujourd'hui partagé par de nombreux observateurs.

D'ailleurs, la bataille autour du budget qui sera peut-être conclue au moment où sortira ce magazine montre bien quel combat mène le Royaume Uni en voulant absolument baisser le montant du budget européen pour en occulter une de ses fonctions principales (au-delà de la PAC déjà bien attaquée par les britanniques), la solidarité et donc la redistribution entre les Etats membres.

Au terme de ce rapide panorama, peut-on espérer quelque chose de 2006 ? Peut-être cette fameuse prise de conscience qui existe à l'état latent dans l'opinion européenne que l'Union est la seule voie pour bâtir un avenir meilleur. Avec une embellie économique, si celle-ci est bien au rendez-vous, on peut espérer que les Européens comprendront enfin que l'Europe est une sécurité et non pas un danger de plus dans un monde bien compliqué pour eux ces temps-ci. Alors, espérons que José Manuel Barroso mettra en œuvre ses propres prédictions : « En 2006, l'Europe se concentrera plus sur les résultats que sur l'idéologie ». ■

Age de départ à la retraite		
	Légal	Réel
Allemagne	65 ans	61,6 ans
Belgique	Hommes : 65 ans Femmes : 63 ans	58,7 ans
Espagne	65 ans	61,4 ans
France	60 ans	59,6 ans
Irlande	65 ans	64,4 ans
Italie	57 ou 65 ans	61 ans
Portugal	65 ans	62,1 ans
Royaume Uni	Hommes : 65 ans Femmes : 60 ans	63 ans

(source : Eurostat)

même temps dans tous les pays. Néanmoins, ils ne devraient pas avoir un effet purgatif sur le chômage, première inquiétude dans les sondages. Celui-ci devrait baisser mais pas énormément, même en France où, pourtant, les « emplois aidés » atteindront leur vitesse de croisière, alors que la génération du « baby boom » commencera à partir à la retraite de Berlin à Madrid en passant par Paris.

En revanche, ce qui pourrait plomber toute reprise, ce sont les déficits budgétaires et les dettes de chacun des pays européens. Le débat fait rage actuellement en France puisque certains hommes politiques affirment que celle-ci est à hauteur de 130 % du PIB ! Au-delà de l'énormité de certains chiffres, cela induit à la fois un climat de morosité dans la population (toutes les enquêtes montrent que les Français sont les Européens les plus pessimistes) ainsi qu'une action de l'Etat beaucoup plus limitée.

### Social : le parent pauvre ?

Au fur et à mesure que les pays de l'Union européenne prennent conscience de la crise structurelle qui s'installe, de nombreuses réformes sont mises sur le tapis et certaines devraient être adoptées. Ainsi, en Espagne, en Allemagne et en Grande Bretagne, on s'apprête à relever l'âge de la retraite à 67 ans et, éventuellement, dans les décennies à venir, de remonter encore cet âge afin de trouver une solution aux déficits abyssaux des régimes de retraites qui se profilent, déficits dus en partie à la chute démographique des pays européens.

Au cœur du débat dans l'ensemble des pays de l'Union, l'âge de la retraite est partout sur la table sauf... en France ! De même, celle-ci ne semble pas prête à réexaminer sereinement le problème de la durée du travail. Pourtant, le pays devra bien se confronter à cette réalité exprimée dans le Herald Tribune par Thomas Friedman : « les électeurs français tentent de

### Prévision de croissance en 2006 (en % du PIB)

Allemagne	1,6
Autriche	2
Belgique	2
Danemark	2,6
Espagne	2,6
Estonie	6,4
Finlande	2,5
France	1,7
Grèce	3,1
Hongrie	4
Irlande	4,7
Italie	1,1
Lettonie	6,5
Lituanie	5,4
Pays Bas	2
Pologne	4,1
Portugal	1
République Tchèque	4,4
Royaume Uni	1,6
Slovaquie	5,5
Slovénie	3,9
Suède	2,9
Zone euro	1,8
Bulgarie	4,2
Roumanie	4,8

(Source : Economist Intelligence Unit & Commission européenne)

À LA UNE

## L'Europe en 2006 : Renouveau ou déclin ?

Etienne Copel

## S'unir ou subir,

## L'Europe face au terrorisme contre les sites industriels

**F**in septembre 2005, des Talibans sont arrêtés en Afghanistan alors qu'ils s'apprêtaient à faire sauter un barrage. Mais le barrage n'a pas sauté et l'Afghanistan est bien lointain ! Résultat ce fait « divers » n'a intéressé à peu près personne en Europe.

Sans inquiéter les foules, des produits chimiques mortels sont stockés à l'air libre, dans de nombreux pays européens, à proximité de routes ouvertes à la circulation. Pourtant, détruire des réservoirs de phosgène ou d'isocyanate de méthyle est tristement facile : un peu d'explosifs ou quelques roquettes suffisent. A-t-on oublié que le phosgène est le gaz qui a le plus tué au cours de la première guerre mondiale ? A-t-on oublié qu'une fuite d'isocyanate de méthyle a fait plus de dix mille victimes à Bhopal ?

La grande difficulté de la prévention des catastrophes terroristes est qu'il est difficile de pousser les autorités et les entreprises à dépenser beaucoup d'argent pour se protéger contre des types d'attentats qui ne sont pas encore survenus ou qui ne sont arrivés qu'en dehors du monde occidental. Avant le « 11 septembre », qui envisageait de lutter contre le risque des avions gros porteurs détournés par des pilotes « suicide » ? Pas grand monde ! Après la catastrophe, bien sûr, toutes les mesures nécessaires ont été prises par les compagnies et les Etats concernés. Aujourd'hui, il en va généralement encore de même : on ne cherche à se protéger que contre des risques déjà connus, comme les attentats dans les stations de métro ou les trains. Heureusement, il commence à y avoir quelques exceptions. C'est ainsi que, sous l'impulsion du Commissaire européen aux transports, Jacques Barrot, et de son collègue en charge de la recherche, la commission européenne est en train de financer le lancement d'un programme majeur de protection des avions de ligne contre les missiles sol-air portables. Et ce, alors qu'aucun avion européen n'a encore été abattu par un quelconque Stinger ou SA 7. Il faut s'en réjouir, mais il faut aussi être conscient que ce cas de figure reste exceptionnel.

Si l'on se place au niveau des entreprises on constate de nombreuses réticences pour agir avant les catastrophes et pour dépenser beaucoup sans injonctions claires des gouvernements. Et cela se comprend bien. Si une entreprise dépense des sommes importantes pour éviter les conséquences d'une attaque terroriste ... ou d'un accident majeur, alors que ses concurrentes ne le font pas, il est clair que cette entreprise sera pénalisée par des coûts supérieurs. Dans ces conditions, en général, elle aura tendance à ne pas dépenser seule, même si elle est parfaitement consciente des risques encourus. Il y a quelques mois j'ai rencontré un haut responsable de l'industrie chimique française qui m'a dit avoir passé toute sa carrière à construire des usines dangereuses et être très fier de constater que, grâce aux précautions prises, aucun accident n'était venu endeuiller sa société. En revanche, m'a-t-il dit : « Toute ma vie, j'ai été très inquiet en pensant à la vulnérabilité de nos usines à des actes de malveillance et, en particulier, au terrorisme ».

Heureusement, là aussi, il y a quelques exceptions. Il y a un peu plus de dix ans un homme, responsable des risques à la SNPE près de Toulouse, a convaincu sa hiérarchie d'enterrer tous les réservoirs de phosgène de la société, malgré les surcoûts. Si la SNPE n'avait pas pris cette précaution, au moment

de l'accident d'AZF les réservoirs de phosgène auraient été détruits à coup sûr et des centaines voire des milliers de Toulousains auraient péri dans les souffrances atroces décrites par les médecins de la première guerre mondiale. On peut être certain aussi que si cette catastrophe était survenue, aujourd'hui tous les stocks de phosgène en France et en Europe seraient enterrés... Comment expliquer qu'en France des stocks énormes de phosgène se trouvent en surface, sans protection, à proximité d'une ville très importante ? Comment expliquer qu'il en va très probablement de même auprès de nombre de villes européennes ? Comment expliquer ? Et surtout comment réagir ?

**Diminuer le nombre de points à protéger**

Depuis l'accident de Seveso – au demeurant bien léger - de nombreuses mesures de protection ont été prises autour d'un nombre très élevé de points considérés comme dangereux. Rien qu'en France on dénombre 7500 points « sensibles ». Dans ces conditions, il est clair que les autorités ont du mal à faire la différence entre les sites vraiment susceptibles de générer des catastrophes avec des milliers de morts et ceux qui ne peuvent entraîner que des dégâts économiques ou écologiques relativement mineurs. Je me souviens du Directeur de cabinet d'un préfet me disant il y a quelques mois : « Vous avez raison, il y a à côté de des stocks considérables de phosgène, mais vous savez je n'ai pas que cela à redouter, j'ai aussi des stocks considérables de fuel lourd ». Comme si le fuel lourd qui ne peut que brûler pouvait tuer des milliers d'habitants comme le phosgène !

Heureusement, en France, un décret en préparation va diminuer très sensiblement le nombre de points à protéger particulièrement. On semble s'orienter vers dix fois moins de zones d'intérêt vital. Tant mieux. Espérons aussi qu'à l'intérieur même de ces zones les différences de danger seront bien prises en compte pour

que les sites à « catastrophe possible » soient bien répertoriés et surtout pour que des mesures soient prises rapidement pour supprimer les risques de véritable catastrophe. Même si cela coûte cher. Même s'il faut prévoir des moyens militaires. Même si les militaires ne souhaitent pas ce genre de mission.

**Préciser les responsabilités**

Supposons qu'un attentat détruise demain les stocks de phosgène de la « ville de ... ». Qui serait responsable ? L'Etat qui n'aurait pas obligé l'entreprise à enterrer ses produits mortels ? Le Maire qui ne s'en serait pas inquiété ? Le Président de Conseil général qui n'aurait pas donné assez de moyens à ses sapeurs pompiers ? Les sapeurs pompiers qui n'auraient pas signalé qu'ils n'avaient aucun moyen d'éviter et de contenir la catastrophe ? L'entreprise elle-même qui n'aurait pas appliqué le principe de précaution, alors que des solutions étaient parfaitement connues ?

Tout le monde, à juste titre, serait mis en examen. Et la justice trancherait. La jurisprudence conduirait alors les responsables à réagir. Sur place et dans le reste du pays. Mais, encore une fois, les actions de bon sens n'interviendraient qu'après la catastrophe.

Il serait bien plus sage d'éviter, de prévenir, les catastrophes en précisant à l'avance les responsabilités de chacun. Aujourd'hui, j'entends trop de Hauts fonctionnaires dire « C'est aux entreprises de connaître les risques qu'elles font courir aux populations,



## L'Europe en 2006 : Renouveau ou déclin ?

Aujourd'hui, j'entends trop de Hauts fonctionnaires dire « C'est aux entreprises de connaître les risques qu'elles font courir aux populations, c'est à elles de prendre les précautions qui s'imposent, c'est à elles d'assurer les dépenses d'infrastructure et les mises en place de personnel qui s'imposent. L'Etat réglemente déjà beaucoup, il ne peut pas tout connaître, il ne peut pas tout régenter ». En fait, ce raisonnement est logique tant qu'il s'agit d'éviter des accidents ou des catastrophes imputables à l'exploitation ou au personnel de l'entreprise. Mais, à mon sens, il en va autrement quand il s'agit de guerre ou de terrorisme majeur ... ce qui n'est d'ailleurs pas très différent.

Qu'on l'appelle défense civile ou sécurité civile, la protection des populations est une responsabilité régaliennne de l'Etat. C'est lui qui assume les dépenses afférentes à la défense militaire de la Nation. Il serait juste qu'il prenne à son compte les mesures de précaution rendues nécessaires par la hausse massive de la menace terroriste. Ainsi, il n'y aurait pas de distorsion de concurrence entre les entreprises d'un pays et celles d'un autre. Si, à cause de Ben Laden et consorts, l'Etat français décidait – ce qu'il aurait dû faire il y a bien longtemps- d'obliger les industriels à enterrer leurs stocks de phosgène, d'isocyanate de méthyle ... il semblerait logique qu'il paye lui-même le surcoût.

Comme il n'a pas voulu le faire jusqu'à présent, les industriels en général ne veulent pas être pénalisés par rapport à la concurrence et .... il ne se passe rien ! Cette insuffisance de l'Etat ne veut d'ailleurs pas dire que le jour venu ces industriels ne seraient pas tenus comme responsables, au moins partiels. Sur-tout s'ils sont solvables ! La jurisprudence européenne le montre de plus en plus clairement quand on peut prendre une précaution et que l'on reste passif, même sans directive gouvernementale, on est responsable, voire coupable.

### Le rôle possible de l'Europe.

Jusqu'à présent, le rôle de l'Europe en matière de défense militaire et civile demeure bien faible. Et, il ne faut pas rêver, cela risque de durer !

C'est probablement en matière de défense civile, de protection des populations, que des progrès significatifs pourraient avoir lieu le plus rapidement. En effet, un consensus ne devrait pas être difficile à trouver autour de quelques idées simples respectant totalement le principe de subsidiarité.

L'Europe n'a pas à se mêler du choix des échelles de pompiers : c'est aux communes ou aux départements de le faire. Elle n'a pas à intervenir dans la définition des règles de sécurité concernant les établissements qui reçoivent du public : c'est aux Etats de prendre position. En revanche, quand il s'agit de prévenir des

catastrophes pouvant avoir des répercussions dans de nombreux pays membres, il serait vraiment logique que des directives européennes imposent aux Etats les précautions nécessaires.

Prenons l'exemple de l'enfouissement des matières les plus dangereuses. Si une directive européenne imposait à tous les industriels de mettre sous terre leurs stocks des quelques produits vraiment mortels : phosgène, méthyle mercaptan, isocyanate de méthyle, etc., ils seraient obligés d'agir. Et ils le seraient tous ensemble, ce qui supprimerait toute distorsion de concurrence, au moins entre Européens.

Autre exemple, au moins aussi frappant, celui des centrales nucléaires. Si un pays, comme la France, estime que pour sécuriser son approvisionnement énergétique et diminuer la hausse dramatique de l'effort de serre, il lui faut développer ses centrales nucléaires, l'Europe n'a pas à contester ce choix. En revanche, les autorités européennes seraient pleinement dans leur rôle si, après avoir constaté que la France est à peu près le seul pays au monde sans gardes armés à l'intérieur de ses centrales, elles prenaient une directive pour faire cesser cet état de fait qui fait courir des risques inadmissibles à l'ensemble de l'Europe en période d'actions terroristes majeures. Il n'est même pas certain que les responsables d'EDF y verraient beaucoup d'inconvénients. En effet, ils pourraient dire à leurs syndicats, très opposés à la présence d'hommes armés à l'intérieur de leurs sites : « Ce n'est pas notre choix : c'est l'Europe qui l'impose ». Certes, les européens convaincus n'aiment guère entendre à tout propos : « C'est la faute à Bruxelles », mais c'est peut-être une des vertus essentielles de l'Europe que d'imposer des actions raisonnables mais difficiles à prendre.

Au total, face aux catastrophes susceptibles d'être générées par des groupes terroristes structurés, une seule règle s'impose : les entreprises, les Etats et l'Europe doivent unir leurs efforts pour obtenir la meilleure efficacité possible, au moindre coût. Encore une fois, s'unir ou bien subir, il faut choisir. ■

*Le général (cr) Étienne Copel est vice-président du Haut comité français pour la défense civile.*

Pour réagir à ses propos :  
entreprise\_européenne@free.fr

## Les 20 propositions de l'Institut Montaigne pour relancer l'Europe L'Europe n'est pas le problème, c'est la solution

**E**n coopération avec le think tank britannique, Center for European Reform, l'Institut Montaigne, d'obédience libérale, a publié un « Manifeste pour l'Europe » avec « 20 propositions pour faire redémarrer l'Union » autour des thèmes suivants : Une intégration souple, une intensification de la coopération dans les domaines clés, une volonté de peser plus sur la scène internationale et l'association des citoyens au projet européen.

Dans le préambule de ce manifeste, l'Institut Montaigne et The Center for European Reform expliquent leur démarche : « Nous estimons que le traité constitutionnel ne doit pas être ressuscité, et ne le sera pas. C'est pourquoi nous souhaitons avancer ici de nouvelles idées et des propositions

concrètes susceptibles de relancer la dynamique européenne : l'UE est actuellement aux prises avec deux problèmes qui s'entretiennent l'un l'autre :

*L'UE n'a plus d'objectifs précis. (...).*

*L'absence de leadership politique est patente. (...)*

*Dans ce climat de confusion, il est tentant d'en appeler au pragmatisme et de préconiser des avancées progressives. L'UE, c'est notre opinion, doit se concentrer sur des domaines dans lesquels des progrès réels sont possibles. Elle doit moins s'attacher à faire des déclarations ambitieuses et plus à améliorer la vie des gens. »*

### Faire connaître l'action de l'UE

Dans ce document, l'Institut créé par Claude Bébear et dirigé par Philippe Ma-

nière, demande une intégration plus souple, l'intensification de la coopération européenne dans les domaines clés, un poids plus important de l'Union Européenne sur la scène internationale, une association plus forte des citoyens au projet européen et conclut: « L'Union Européenne doit redoubler d'efforts pour faire connaître les avantages de l'intégration européenne. Tous les ans, en mai, la Commission et les gouvernements nationaux devraient orchestrer une vaste campagne médiatique sur le thème « L'Union Européenne et vous », afin d'expliquer comment l'Union Européenne favorise la prospérité économique, améliore la sécurité, protège l'environnement ou vient en aide aux déshérités du monde entier. » ■

A L A U N E

## L'Europe en 2006 : Renouveau ou déclin ?

## Les prévisions de la Commission en matière économique

**Après une année 2005 décevante, la croissance devrait progresser en Europe en 2006 et 2007, tandis que le chômage et l'inflation s'afficheraient en baisse, selon les prévisions économiques réalisées par la Commission européenne.**

**A**vec seulement 1,3% de croissance cette année selon Bruxelles, les douze pays de la zone euro ont connu un net ralentissement par rapport à l'an dernier (2,1%). Lors de ses précédentes prévisions, la Commission espérait 1,6%. Mais le décrochage au deuxième trimestre, dû principalement à la hausse de l'euro par rapport au dollar qui a pénalisé les exportations, puis la flambée des prix du pétrole, ont fait encore reculer la croissance.

« La reprise au troisième trimestre (+0,6%) n'a pas été suffisante pour maintenir nos prévisions de printemps », a expliqué le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Joaquin Almunia, lors d'une conférence de presse.

Les perspectives pour les deux années à venir s'annoncent meilleures. La Commission prévoit une croissance de 1,9% en 2006 et 2,1% en 2007 pour la zone euro.

Ces chiffres correspondent aux prévisions d'autres grandes institutions économiques comme le FMI et l'OCDE.

Pour l'ensemble des 25 pays de l'Union européenne, le produit intérieur brut (PIB) devrait progresser de 2,1% en 2006 et 2,4% en 2007, après seulement 1,5% cette année.

La zone euro devrait donc atteindre son « potentiel » de croissance, selon M. Almunia. L'Europe reste cependant loin des Etats-Unis, beaucoup plus dynamiques (3,6% au troisième trimestre 2005 par rapport à la même période de 2004) ou du Japon (2,9%).

« La zone euro et l'Union européenne sont bien placées pour tirer parti de perspectives mondiales qui restent bonnes », a expliqué le commissaire européen.

« Le retour de la confiance économique et le recul régulier du chômage devraient encourager la consommation et stimuler l'investissement, lequel bénéficie de conditions financières favorables et des bons résultats des entreprises ».

**Chômage et inflation en baisse**

Le taux de chômage dans la zone euro devrait baisser de 8,6% cette année à 8,4% l'an prochain et 8,1% en 2007, selon les prévisions.

« Le marché du travail devrait s'améliorer grâce à l'amélioration de la confiance des entreprises et à la modération des salaires », a estimé M. Almunia.

L'inflation devrait aussi diminuer, de 2,3% en 2005 à 2,2% l'an prochain, puis à 1,8% en 2007, repassant sous le seuil de 2% visé par la Banque centrale européenne (BCE) qui vient de

relever son taux directeur pour y parvenir (de 2 à 2,25 %). A cet effet et devant la fronde des gouvernements européens qui s'étaient déclarés contre cette hausse du taux, Joaquin Almunia a abondé dans ce sens en faisant valoir l'effet stimulant pour l'économie « des taux d'intérêts bas et d'un taux de change de l'euro plus faible », mais a aussi demandé que l'on respecte l'indépendance de la BCE. « Nous devons préserver l'indépendance de la BCE. Elle est un gros atout, elle nous a apporté la stabilité des prix et des taux d'intérêt bas. La Commission et le conseil des ministres doivent respecter cette indépendance », a-t-il insisté.

M. Almunia a souligné « l'absence d'effets secondaires » de la poussée inflationniste due à la flambée des prix du pétrole et remarqué que l'inflation sous-jacente (hors produits volatils comme l'énergie) restait maîtrisée, à 1,5%.

Enfin, il a jugé que les déficits et les dettes publiques étaient « stables » sur l'ensemble de l'Union européenne à 25, quoique encore trop élevés, précisant que l'Europe n'était pas dans la « pire des situations » par rapport à des pays comme les Etats-Unis et le Japon qui connaissent des déficits ou des niveaux d'endettement abyssaux. ■

RENCONTRE

## Ségolène Royal

## Pour réformer le modèle social européen, il faut l'accord des peuples

**Lors d'un débat organisé par l'hebdomadaire britannique The Economist sur le modèle social européen, le 21 novembre dernier à Paris, Ségolène Royal, députée socialiste et présidente de la région Poitou-Charentes, a répondu à la question de notre rédacteur en chef, Alexandre Vatimbella, sur l'adhésion des peuples au modèle social européen.**

**D**iscuter de la pertinence ou non de l'intérêt d'un modèle européen (au-delà de la réalité de son existence, voir notre numéro de novembre 2005), c'est s'interroger sur l'attente des peuples de l'Union européenne quant aux buts de celle-ci.

La question n'est donc pas de savoir si l'Europe doit être libérale ou sociale mais de la modéliser sur les choix des citoyens européens. Car, à avoir voulu bâtir une « Europe idéale », c'est-à-dire un modèle parfait plutôt qu'une « Europe réelle » qui prendrait en compte toutes les contradictions des divers modèles européens mais aussi les convergences, a rendu lointaine et illisible cette idée européenne dont les peuples des divers Etats de l'Union devaient s'emparer..

Or, en matière de protection sociale et d'avantages sociaux, les Européens, dans

leur diversité, ont pourtant l'impression d'appartenir à un même espace comme le confirment de nombreux sondages.

**Ségolène Royal : prendre en compte la demande des peuples**

Invitée par le magazine économique The Economist à un débat sur le modèle social européen, Ségolène Royal estime que « Les peuples européens demandent en effet une sécurité qu'ils sont d'accord de payer. Il faut donc prendre en compte cette réalité qui n'est pas la même qu'e la volonté des citoyens aux Etats-Unis. Nous devons donc imaginer un modèle social qui puisse, à la fois, prendre en compte cette demande mais aussi la globalisation.

Nous savons que des emplois vont disparaître. Il faut pouvoir réorienter les gens en leur offrant une formation professionnelle continue. Aujourd'hui, les droits à la formation en France sont attribués au salarié. A

chaque fois que celui-ci change de travail, il perd ses droits. Il faut donc que ces droits soient donnés à la personne.

Dans cette optique nous devons remettre à plat la fiscalité. »

Bien que d'un avis contraire sur l'organisation sociale et économique de l'Europe, l'économiste et écrivain, Nicolas Baverrez a également estimé que l'on ne pourrait pas réformer l'Europe sans l'assentiment des peuples. »

Mais il faut faire vite. Comme le déclara un participant, le débat sur l'efficacité économique n'est plus entre le public et le privé mais entre la rapide et le lent : « On sait que des pans entiers de l'économie vont s'effondrer. On ne sait pas lesquels mais il faut s'y préparer en préparant les gens par une éducation et une formation qui leur permettront de changer rapidement d'orientation et de travail. » ■

LE POINT SUR

# Social: Les « modèles » suédois & hongrois

Lors d'une conférence-débat organisée par le Mouvement Européen du département français des Hauts-de-Seine, le 15 novembre 2005 à Vanves, en banlieue parisienne, l'ambassadeur de Suède en France, Frank Belfrage, et l'ambassadeur de Hongrie en France, André Erdos, ont présenté leurs visions respectives de leurs modèles sociaux. Au-delà de leurs différences qui s'expliquent par des visions politiques différentes et, surtout, des histoires spécifiques (une Suède neutre face à une Hongrie embrigadée de force dans le bloc soviétique et soumise au diktat du « Grand frère russe », notamment en matière économique), les deux pays se sont engagés résolument dans le libéralisme économique et dans une acceptation de la mondialisation, deux conditions absolues afin de pouvoir financer le social. Ainsi, si la Suède accorde une grande attention au marché du travail, la Hongrie a réussi à garder un service médical gratuit.

De même, dans l'optique d'une modernisation de leur fonctionnement, la Suède et la Hongrie se sont engagées dans d'importantes réformes de l'appareil d'Etat, notamment de la fonction publique. Des réformes acceptées par les citoyens des deux pays au nom d'une efficacité économique et d'une nécessité vitale.

Par des voies propres à chacune des deux nations, les Suédois (2,9 % de croissance attendue en 2006) et les Hongrois (4 % de croissance attendue en 2006) démontrent que le courage politique et économique donne souvent de bons résultats.

Voici les principaux extraits des deux interventions

## Le modèle suédois

Les différents modèles sociaux européens ont chacun leur histoire et leurs particularités. C'est pourquoi on ne peut les opposer. Tous les pays européens ont des buts identiques mais aussi des spécificités propres à leurs cultures.

Notre modèle social nous tient très à cœur. On peut le caractériser rapidement par la définition suivante : c'est un système qui fait appel au libéralisme économique avec une économie de marché, une grande flexibilité au niveau de l'emploi mais avec un Etat providence, un service public fort et des impôts élevés.

Pour synthétiser, c'est une économie sociale de marché.

Les trois piliers qui ont reçu un fort consensus national sont :

- la réforme continue : nous sommes toujours en mouvement et nous avons accepté la mondialisation ;
- L'Etat-providence : c'est l'existence de cet Etat qui permet aux citoyens d'accepter les réformes. Ce contrat social a bien fonctionné jusqu'à présent grâce à ce que nous appelons le « filet de sécurité » ;
- La discipline sur le marché du travail : en

Suède tout se fait essentiellement par des accords collectifs entre les partenaires sociaux. Il y a très peu de législation au niveau du travail. Les syndicats sont très puissants (le taux de syndicalisation est de 80 %).

Ce consensus est partagé, à la fois, par la droite et la gauche. Il a été renforcé depuis la grande crise économique que nous avons vécue dans les années 90 en Suède et qui a été une véritable prise de conscience collective.

Notre économie est ouverte et nous avons accepté la mondialisation. Nous poussons aux



MM. Philippe Laurette & Frank Belfrage

négociations à l'OMC. Nous sommes libéraux échangistes car nous nous sommes aperçus que l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie dans les années 90 a donné de mauvais résultats.

Nous avons mené à bien une réforme de la fonction publique avec dérégulation et privatisation de nombreuses tâches publiques.

Notre recherche joue un grand rôle dans notre économie. Elle représente une part de 4 % du PIB (1,5 % venant de l'Etat et 2 % du privé).

Nous avons une décentralisation très poussée.

Notre fiscalité est extrêmement basse sur les entreprises et très élevée sur les particuliers, notamment les plus riches. Nous considérons, en effet, que tant que les profits demeurent à l'intérieur de l'entreprise, ils bénéficient à son développement. Dès que ces profits sortent sous forme de dividende, par exemple, alors nous appliquons une fiscalité très forte.

Le développement durable imprègne toute la vie économique suédoise. Et cela a un effet positif sur nos entreprises puisque notre position en pointe dans le domaine a permis de créer de nouveaux débouchés pour notre industrie. ■

## Le modèle hongrois

En Hongrie, la transition démocratique, à l'opposé d'autres pays de l'Europe de l'Est, s'est faite autour d'une table de négociation avec les anciennes autorités communistes.

Le défi le plus difficile pour le pays a été de changer les mentalités. Il a été extrêmement difficile de passer d'une Hongrie soviétique à une Hongrie démocratique. Cette entreprise nous a pris dix ans alors que les pays d'Europe occidentale ont mis beaucoup plus de temps à se construire.

Pour entrer dans l'Union européenne, nous avons dû inclure 80 000 pages dans notre législation dans un temps très court. Pour nous, notre certificat de réussite du changement a été notre entrée dans l'Union

européenne.

Nous avons rattrapé le temps perdu.

Notre modèle social a été forgé par toute cette histoire et cette transition entre le modèle soviétique et le modèle démocratique.



MM. Philippe Laurette & André Erdos

En Hongrie, nous ne croyons pas à un modèle social européen même s'il y a des idéaux et des principes qui nous unissent tous comme le respect de l'individu, l'égalité entre les hommes et les femmes, le rôle de l'Etat, la liberté, etc.

Nous pensons que c'est la croissance économique qui finance le modèle social et nous ne croyons pas que ces modèles sociaux existent en tant que tels sans

cette croissance. Malgré tout, nous sommes parvenus à garder quelques acquis sociaux de la Hongrie soviétique comme le service de santé gratuit (mais pas pour les médicaments) ainsi qu'une éducation gratuite.

Il y a quatre défis fondamentaux que doit relever l'Europe :

- La nécessité de maintenir la position de l'Europe dans l'économie globale, notamment face aux nouveaux acteurs ;
- La nécessité de freiner le changement climatique qui devient dramatique ;
- Le besoin d'aider le monde en voie de développement ;
- La nécessité de combattre le terrorisme.

Ces défis s'ajoutent aux autres problèmes que connaissent nos sociétés comme le vieillissement de la population qui est un grave problème économique en Hongrie ce qui nous a obligé, dans les années 90 à réformer notre système de protection sociale, notamment sur les retraites. ■

LE LIVRE DU MOIS

## L'Europe par l'école Un plaidoyer franco-allemand Christine de Mazières & Babette Nieder

**V**oilà un livre rafraîchissant qui a l'intérêt de poser concrètement le problème de la connaissance de l'Europe et des Européens dans l'ensemble de l'Union. En partant du constat que le « non » français à la Constitution européenne venait avant tout d'une peur de l'Europe qui engendrait une méconnaissance de l'Union, les deux auteures, européennes convaincues, l'une Française, l'autre Allemande, propose un plan pour mettre l'Europe au cœur de l'école. Les deux idées maîtresses sont, d'une part, l'apprentissage des langues et, d'autre part, l'instauration d'un cours de « civilisation européenne ». Deux idées qui ne sont pas révolutionnaires mais qui prennent la forme de mesures d'urgence si l'on veut continuer à bâtir un futur européen. Ce qui est plus iconoclaste dans la pensée de Christine de Mazières et Babette Nieder, c'est de faire de l'anglais la seconde langue étrangère enseignée à l'école. Leur démonstration, pour laquelle on peut ne pas être en total accord, est de dire, à la fois, que l'anglais est évidemment la langue dominante mais ne doit pas tuer les autres langues européennes et que l'apprentissage d'une autre langue que l'anglais en premier facilitera les contacts entre jeunes européens. Tout cela permettant de garder les spécificités culturelles de tous les pays de l'Union. Est-ce la bonne solution ? Difficile de répondre sans nuance. L'anglais devient de plus en plus la langue qui permet, justement, au monde et donc, à l'Europe, de communiquer entre citoyens de tous les pays, que l'on en soit heureux ou non. Alors, pourquoi handicaper les jeunes européens en leur faisant apprendre l'anglais en seconde langue ? Néanmoins, pouvoir s'ouvrir à une autre culture que celle anglo-saxonne qui est incontournable aujourd'hui est indubitablement un gage d'ouverture sur l'Europe... ■

### Extraits

**L**a majorité des Français a dit non par référendum au projet de Constitution européenne le 29 mai 2005, donnant un sérieux coup de frein à la construction européenne.

Un an auparavant, un sondage avait pourtant montré de 67 % des Français exprimaient un sentiment positif à l'égard de l'Europe et de la construction européenne, et que 72 % d'entre eux approuvaient le principe d'une Constitution européenne. Que s'est-il passé en un an ? »

« La majeure partie des partisans du « non » à la constitution se déclare d'ailleurs en faveur de l'Europe.

Mais cette idée de l'Europe demeure assez abstraite, pour les Français comme les autres européens. (...) A l'origine de cet paradoxe, la peur. (...) A l'origine de cette peur, la méconnaissance. (...) Résultat de cette méconnaissance de l'Europe entretenue par les médias et la classe politique : la ligne de partage entre le oui et le non a été le niveau d'éducation et/ou d'expérience. »

« Il faut un changement de cap. Il faut recommencer l'Europe par l'éducation. Apprendre l'Europe dès le plus jeune âge. Comprendre, à travers l'exemple pratique des différences de mentalités, ce système multipolaire, « uni dans la diversité » et aux frontières extérieures évolutives. S'initier aux cultures d'autres pays européens le plus naturellement possible, c'est-à-dire par l'apprentissage précoce des langues. Créer un véritable cours de « civilisation européenne » dans les collèges. Susciter une mobilité d'enseignants au sein de l'Europe et d'abord entre la France et l'Allemagne. »

« Ce livre développe un projet d'europanisation de l'école. Il s'adresse à tous ceux, parents, professeurs, élèves, politiques, qui s'interrogent sur l'état de notre système éducatif et sur l'avenir de l'Europe. »

« Ce livre a été volontairement conçu dans une perspective franco-allemande et a été rédigé dans les deux langues. »

« Si nous, Français et Allemands, nous avons réussi en commun Airbus, Ariane et l'Eurocorps, alors faisons-nous confiance pour réussir l'école des futurs citoyens de l'Europe, qui sera déterminante pour notre avenir commun. »

« Le projet d'une école qui prépare tous les enfants à être des citoyens de l'Europe à part entière devrait reposer sur quatre principes : démarrer deux langues étrangères avant l'âge de neuf ans, rendre obligatoire l'apprentissage de l'anglais comme seconde langue, limiter l'enseignement linguistique à cinq ans, puis utiliser les langues acquises dans d'autres matières, enfin, créer un enseignement de civilisation européenne. »

« Notre conviction est qu'il nous faut d'urgence développer le plurilinguisme en Europe, pour garantir le maintien de la diversité culturelle et de notre identité européenne, pour éviter de parler uniquement anglais à Bruxelles et à Strasbourg. Le destin des langues est lié à leur valeur d'usage : la monodialisation linguistique porte en germe la marginalisation voire le disparition des autres langues. »

« Nous pensons aussi qu'un projet en faveur de la diversité linguistique peut être un élément moteur de la réforme de l'école, qui est à l'ordre du jour dans la plupart des pays d'Europe, poussant à la mobilité des enseignants et des élèves, modifiant la pédagogie, développant les pratiques d'évaluation des résultats. »

« Arrêtons le tout-anglais qui mènera inexorablement à la disparition de nos langues nationales et à la domination soit d'une langue sans culture, qui ne permet guère d'exprimer des sentiments et des concepts, soit de la culture américaine, qui nous éloigne de notre modèle européen, que nous venons pourtant de redéfinir avec le projet de constitutions. » ■

L'Europe par l'école / Un plaidoyer franco-allemand—Christine de Mazières & Babette Nieder (Editions Eska)

### Renforcer la place de la construction européenne dans le système éducatif

**C**ela fait des années que Florent Vanremortère se bat pour que l'Europe rentre vraiment à l'école. C'est, pour lui, une ardente et incontournable mesure si l'on veut permettre aux citoyens de tous les pays de l'Union de dépasser leurs antagonismes nationalistes et bâtir un futur ensemble. Récemment, son combat a été relayé par une cinquantaine de députés de l'UMP qui ont déposé une proposition de loi à l'Assemblée Nationale le 24 novembre 2004. celle-ci s'intitule « Renforcer la place de la construction européenne dans le système éducatif ». Dans l'exposé des motifs, les députés cosignataires expliquent qu'il est « indispensable, et sans plus tarder, de légiférer en faveur d'une obligation permanente et pérenne d'un enseignement sur la construction européenne dans les différents degrés d'éducation et de formation en France, y compris pour l'enseignement supérieur, avec une progression et une adaptation en fonction du niveau dispensé de la grande classe maternelle à l'enseignement supérieur inclus ». Déjà, en septembre 2000, le rapport de l'Inspection générale de l'éducation nationale, « L'Europe à l'école, au collège, au lycée », dressait un constat désabusé en expliquant que l'école « fait trop souvent de l'Europe une nécessité passive, par défaut plus que par ambition, où tout est possible faute d'un accord ferme sur les contenus, où l'Europe de la citoyenneté est un concept lent à s'installer face à la primauté de la dimension hexagonale ». Pour inverser la tendance, les députés proposent, dans l'article un de la proposition de loi : « L'histoire de la construction européenne, ses enjeux, son évolution politique, économique, sociale et sa dimension culturelle font l'objet de programmes mis à jour chaque année ». ■

## L'EUROPE EN CHIFFRES

Dette Publique (en % du PIB)		
Pays	2004	2005
Allemagne	66,4	68,6
Autriche	64,3	64,3
Belgique	96,2	94,9
Espagne	46,9	44,2
Finlande	45,1	42,8
France	65,1	66,5
Grèce	109	108
Irlande	29,8	29
Italie	107	109
Luxembourg	6,6	6,8
Pays Bas	53,1	54
Portugal	59,4	65,9
Royaume Uni	41,5	43,1

(source : Eurostat)

Déficit Public (en % du PIB)		
Pays	2004	2005
Allemagne	- 3,7	- 3,9
Autriche	- 1	- 1,9
Belgique	0	0
Espagne	- 0,1	0,2
Finlande	2,1	1,9
France	- 3,7	- 3,2
Grèce	- 6,6	- 3,7
Irlande	1,4	- 0,4
Italie	- 3,2	- 4,3
Luxembourg	- 1,2	- 2,3
Pays Bas	- 2,1	- 1,8
Portugal	- 3	- 6
Royaume Uni	- 3,2	- 3,4

(source : Eurostat)

Niveau attendu de l'Euro face au Dollar (en euro)		
Banque	février 2006	mai 2006
Goldman Sachs	1,25	1,25
BNP Paribas	1,18	1,23
JP Morgan	1,23	1,24
Société générale	1,23	1,25
Barclays capital	1,20	1,25

(Source : Le Figaro)

**+ 0,6 %**Croissance au 3<sup>e</sup> trimestre 2005  
(variations trimestrielles en %)

France : +0,7%

Allemagne : +0,6%

UE à 25 : +0,6%

Zone euro : +0,6%

Pays Bas : +0,3%

Italie : +0,3%

(source : Commission européenne)

Chômage (en % de la population active)		
Pays	2004	2005
Allemagne	9,5	9,5
Autriche	4,8	5
Belgique	7,9	8
Espagne	11	9,2
Finlande	8,8	8,4
France	9,6	9,6
Grèce	10,5	10,4
Irlande	4,5	4,3
Italie	8	7,7
Luxembourg	4,8	5,3
Pays Bas	4,6	5,1
Portugal	6,7	7,4
Royaume Uni	4,7	4,6
Zone euro	8,9	8,6

(source : Eurostat)

Croissance (en % du PIB)		
Pays	2004	2005
Allemagne	1,6	0,8
Autriche	2,4	1,7
Belgique	2,6	1,4
Espagne	3,1	3,4
Finlande	3,6	1,9
France	2,3	1,5
Grèce	4,7	3,5
Irlande	4,5	4,4
Italie	1,2	0,2
Luxembourg	4,5	4,2
Pays Bas	1,7	0,5
Portugal	1,2	0,4
Royaume Uni	3,2	1,6
Zone euro	2,1	1,3

(source : Eurostat)

**De 25 à 16 %**

Taux de TVA

Suède : 25 %

Pologne : 22%

Belgique : 21%

Italie : 20%

France : 19,6%

Pays Bas : 19 %

Royaume Uni : 17,5 %

Espagne &amp; Allemagne : 16 %

(source : Commission européenne)

**2,1 %**

Croissance de la zone euro

(Prévisions d'automne de la Commission)

En 2006 : 1,9 %

En 2007 : 2,1 %

(source : Commission européenne)

**46,9 milliards €**Principaux groupes d'énergie en Europe  
(CA 2004 en milliards d'euros)

EDF (France) : 46,9

E.ON / Ruhrgaz (Allemagne) : 44,7

RWE (Allemagne) : 37,8

Enel (Italie) : 34,3

Suez-Electrabel (France / Belgique) 30,3

Endessa / Gas Natural (Espagne) 23,9

(Source : Le Figaro)

**395 000 \$**

C'est la différence entre Le salaire annuel de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque centrale européenne, estimé à 585 000 \$, et celui d'Alan Greenspan gouverneur de la Federal Reserve des Etats-Unis, se montant à 180 000 \$...

(source : Financial Times)